

Publications périodiques

Comptes annuels

BNP PARIBAS ARBITRAGE

Société en nom collectif au capital de 323 753 355 €.
Siège social : 160-162 Boulevard Macdonald, 75019 Paris
394 895 833 R.C.S. Paris

Etats financiers au 31 décembre 2017
Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2018

I. — Bilan

En milliers d'euros

Actif

En milliers d'euros, au 31 décembre	2017	2016
Opérations interbancaires et assimilées (note 3)	32 534 627	37 097 969
Effets publics et valeurs assimilées (note 5)	1 863 434	1 358 837
Créances sur les établissements de crédit	30 671 193	35 739 132
Opérations avec la clientèle (note 4)	5 983 079	9 304 374
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 5)	60 275 309	58 965 776
Actions et autres titres à revenu variable (note 5)	54 286 602	56 384 657
Participations et autres titres détenus à long terme (note 6)	30 094	10 365
Immobilisations incorporelles (note 7)	33 083	39 182
Immobilisations corporelles (note 7)	8 330	8 880
Comptes de négociation et de règlement	2 985 426	5 075 080
Autres actifs (note 8)	51 055 280	51 126 950
Comptes de régularisation (note 9)	43 680 460	55 614 873
Total de l'actif	250 872 290	273 628 106

Passif

En milliers d'euros, au 31 décembre	2017	2016
Dettes envers les établissements de crédit (note 10)	31 038 764	42 523 297
Opérations avec la clientèle (note 11)	6 608 332	9 378 700
Autres passifs (note 12)	163 314 187	162 733 180
Comptes de régularisation (note 13)	47 971 405	55 598 992
Comptes de négociation et de règlement	1 559 755	2 986 310
Provisions (note 14)	356 402	88 317
Capitaux propres (note 15)	23 446	319 310
Capital souscrit	323 753	323 753
Report à nouveau	- 4 443	36
Résultat de l'exercice	- 295 864	- 4 480
Total du passif	250 872 290	273 628 106

Hors bilan

En milliers d'euros, au 31 décembre	2017	2016
Engagements de financement	2 399 495	2 951 456
Engagements donnés	2 189 724	1 472 988
Engagements reçus	209 771	1 478 469
Engagements de Garantie	4 699 587	4 780 666
Garanties reçues d'établissements de crédit	3 064 750	3 711 486
Garanties reçues de la clientèle	1 182 028	626 509
Garanties données à des établissements de crédit	452 809	442 671
Engagements sur titres	2 118 970	640 657
Titres à recevoir	1 389 591	463 136
Titres à livrer	729 379	177 521
Opérations en devises (note 16)	149 184 569	143 531 321
Opérations sur instruments financiers à terme (note 17 & 18)	2 308 369 809	2 412 532 603
Autres engagements (note 19)	40 790 332	38 779 264
Engagements donnés	36 153 564	35 454 355
Engagements reçus	4 636 769	3 324 909
Total hors bilan	2 507 562 762	2 603 215 965

II. — Compte de résultat

En milliers d'euros, au 31 décembre	2017	2016
-------------------------------------	------	------

Net des intérêts et assimilés (note 20)	- 516 802	- 265 669
Intérêts et produits assimilés	384 595	314 410
Intérêts et charges assimilées	- 901 397	- 580 079
Revenus des titres à revenu variable (note 21)	-	15
Net des commissions et assimilés (note 22)	- 466 628	- 473 150
Commissions (produits)	135 806	103 544
Commissions (charges)	- 602 434	- 576 694
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (note 23)	1 693 141	1 357 677
Net des autres produits et charges d'exploitation bancaire	- 4 128	- 4 462
Autres produits d'exploitation bancaire	68	112
Autres charges d'exploitation bancaire	- 4 196	- 4 574
Produit net bancaire	705 583	614 411
Charges générales d'exploitation (note 25)	- 645 430	- 686 029
Frais de personnel (note 26)	- 190 451	- 209 030
Autres charges générales d'exploitation	- 454 978	- 476 999
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	- 20 342	- 24 061
Résultat brut d'exploitation	39 811	- 95 679
Coût du risque (note 27)	- 56 237	13 937
Résultat d'exploitation	- 16 426	- 81 742
Gains ou pertes sur actifs immobilisés (note 28)	-	2
Résultat courant avant impôt	- 16 426	- 81 741
Impôt sur les bénéfices (note 29)	- 279 438	75 788
Dotations / reprises de provisions réglementées (note 15)	-	1 472
Résultat net	- 295 864	- 4 480

III. — Affectation des résultats

Exercice clos le 31 décembre 2017

I – Proposition d'affectation des résultats

« Nous vous rappelons que les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2017 se traduisent par une perte nette comptable de 295 864 307,98 euros. Nous vous proposons d'affecter cette perte en totalité au poste « report à nouveau » dont le solde débiteur passerait de 4 443 384,71 euros à 300 307 692,69.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les montants de dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Parts sociales		Montant global distribué	Dividende net par part	Distribution éligible à l'abattement prévu à l'art 158-3-2° du CGI
	Nombre	Nominal			
2014	45 135	7 173	Néant	Néant	Néant
2015	45 135	7 173	40 641 380	900	40 641 380
2016	45 135	7 173	Néant	Néant	Néant

II – Résolution d'affectation des résultats adoptée par l'assemblée du 23 mai 2018

« L'Assemblée Générale approuve la proposition de la gérance et après avoir constaté que la perte nette comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'élève à 295 864 307,98 euros, décide d'affecter en totalité ladite perte au compte « report à nouveau » dont le solde débiteur passe en conséquence de 4 443 384,71 euros à 300 307 692,69.

L'Assemblée Générale prend acte de ce que, conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, le rapport de gestion de la gérance mentionne les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices, à savoir :

Exercice	Parts sociales		Montant global distribué	Dividende net par part	Distribution éligible à l'abattement prévu à l'art 158-3-2° du CGI
	Nombre	Nominal			
2014	45 135	7 173	Néant	Néant	Néant
2015	45 135	7 173	40 641 380	900	40 641 380
2016	45 135	7 173	Néant	Néant	Néant

Cette résolution est adoptée à l'unanimité. »

BNP Paribas
Associé-Gérant représenté par M. Jacques Vigner

IV. — Notes annexes

Note 1 – Présentation générale de la société

BNP Paribas Arbitrage, Société en Nom Collectif au capital de 323.753.355 euros divisé en 45 135 parts sociales de 7 173 Euros, est immatriculée depuis le 28 avril 1994 au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 394 895 833.

BNP Paribas Arbitrage a été agréée par le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, en tant qu'entreprise d'investissement pour les services suivants :

- négociation pour compte propre (le 11 octobre 1996),
- réception et transmission d'ordres pour compte de tiers (le 28 février 2002),
- prise ferme et placement (le 28 février 2002),
- exécution d'ordres pour le compte de tiers (le 2 avril 2004),
- conseil en investissement (le 26 octobre 2007),

portant sur les instruments financiers suivants :

- actions,
- titres de créances,
- parts d'organismes de placement collectif,
- instruments financiers à terme,
- instruments financiers étrangers.

Note 2 – Principes comptables et éléments d'appréciation permettant la comparabilité

Les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont été établis, en euros, conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux entreprises d'investissement tels que figurant dans le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Note 2.1 Eléments d'appréciation permettant la comparabilité

Aucun changement de méthode comptable n'est à relever pour l'exercice 2017.

Note 2.2 Principes comptables d'évaluation et de présentation des états financiers

Les principes comptables d'évaluation et de présentation des états financiers sont exposés ci-après.

1 – Titres

Le terme "Titres" recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables (notamment les EMTN), les obligations, les certificats et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe - c'est-à-dire à rendement non aléatoire, qu'il soit fondé sur des taux fixes ou sur des taux variables -, les actions et les autres titres à revenu variable.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

1.1 Titres de transaction

Les titres qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont comptabilisés sous la rubrique Titres de transaction. Ils sont comptabilisés en date et prix d'acquisition (frais exclus).

Sont également considérés comme des titres de transaction les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée (notamment en sensibilité) de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers à terme, des titres, ou d'autres instruments financiers appréhendés globalement.

Les titres à revenu variable et les titres à revenu fixe appartenant au portefeuille d'opérations de transaction sur titres font l'objet d'une évaluation au dernier cours connu à la date d'arrêté comptable. Les écarts d'évaluation sont comptabilisés au compte de résultat sous la rubrique Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.

1.2 Opérations de pensions livrées et de prêts-emprunts de titres

1.2.1 Opérations de pensions livrées sur titres

Les titres cédés temporairement dans le cadre d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan dans leur portefeuille d'origine et font l'objet d'une évaluation au prix du marché à la date d'arrêté comptable. Les espèces reçues en contrepartie des titres sont comptabilisées au passif en dettes.

Les titres acquis temporairement dans le cadre d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés à l'actif du bilan. Les espèces versées en contrepartie des titres sont comptabilisées à l'actif en créances.

1.2.2 Opérations de prêts-emprunts de titres

Les prêts de titres sont maintenus au bilan mais sont enregistrés distinctement en Titres de transaction et font l'objet d'une évaluation au prix de marché à la date d'arrêté comptable.

Les titres empruntés sont inscrits distinctement à l'actif du bilan en Titres de transaction. Parallèlement, la dette de titres envers le prêteur est enregistrée au passif sous la rubrique de Dettes appropriée. Ces titres empruntés et dettes sur titres empruntés sont réévalués en valeur de marché.

1.3 Titres de participation, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles BNP Paribas Arbitrage dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle est supérieur ou égal à 10 %.

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des actions et valeurs assimilées que BNP Paribas Arbitrage entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les parts dans les entreprises liées sont constituées d'actions détenues dans les entreprises liées pour lesquelles BNP Paribas Arbitrage dispose d'un contrôle exclusif.

Les titres détenus dans ces catégories sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Les plus ou moins-values de cession et les dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrées dans la rubrique Gains ou pertes sur actifs immobilisés du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique Revenus des titres à revenu variable.

2 – Instruments financiers à terme

2.1 Comptabilisation

Les instruments financiers à terme conditionnels détenus à des fins de transaction sont comptabilisés au bilan en Autres actifs ou Autres passifs à leur valeur de marché. La réévaluation des instruments à terme fermes est comptabilisée en comptes de régularisation, actifs ou passifs. Les gains ou pertes correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice, qu'ils soient latents ou réalisés, dans la rubrique Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.

2.2 Détermination de la valeur de marché des instruments financiers

2.2.1 Opérations sur marchés organisés

L'évaluation des options et futures est effectuée par référence à la valeur de marché lorsque l'instrument est négocié sur un marché organisé.

Toutefois, pour neutraliser l'impact en résultat des décalages de prix injustifiés pouvant survenir à la clôture des marchés, l'écart entre le prix de compensation et le prix théorique de l'instrument, calculé à partir d'un modèle interne et de paramètres de marché homogènes pour l'ensemble des opérations, est comptabilisé en résultat latent. Ce prix fait l'objet d'une validation formelle du Contrôle des Risques.

Les gains ou pertes correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice, qu'ils soient latents ou réalisés. Ils sont inscrits au compte de résultat, dans la rubrique Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.

2.2.2 Opérations de gré à gré

L'évaluation des instruments financiers est effectuée par référence à une valeur fondée sur des modèles internes en l'absence de marchés organisés.

Les paramètres de valorisation qui ne font pas l'objet d'une cotation directement accessible sont déterminés pour certains, à partir des prix d'instruments traités sur des marchés actifs et pour d'autres, à partir d'estimations statistiques ou d'autres méthodes quantitatives.

En particulier, le risque de modèle et de liquidité a été prioritairement encadré. En effet, le développement des différentes activités de produits dérivés ne peut s'effectuer que si, en parallèle, l'identification des risques induits de modèle et de liquidité est assurée et si est mise en place une politique claire et transparente de constitution de réserves pour garantir une réévaluation conservatrice mais à la juste valeur des portefeuilles concernés.

A ce titre, le département Contrôle des Risques détermine mensuellement les niveaux de réserves nécessaires pour couvrir les risques liés aux modèles internes et aux paramètres utilisés pour réévaluer les opérations.

– Produits dérivés structurés : traitement de la marge initiale (« Day one profit »)

Les instruments complexes, généralement sur mesure et peu liquides et résultant de la combinaison synthétique d'instruments comptabilisés en un seul lot, sont évalués avec des techniques développées en interne ou fondées sur des paramètres pour partie non observables sur les marchés actifs.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers complexes est différée et reprise en résultat sur la durée d'inobservabilité anticipée des paramètres de valorisation. Lorsque les paramètres non observables à l'origine le deviennent ou lorsque la valorisation peut être justifiée par comparaison avec celle de transactions récentes et similaires opérées sur un marché actif, la part de la marge non encore reconnue est alors comptabilisée en résultat.

3 – Créances et dettes sur les établissements de crédit et la clientèle

Les créances et dettes sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances et dettes au titre d'opérations bancaires sur ou envers des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent également les créances et dettes se rapportant à des pensions livrées sur titres.

Les créances et dettes sur la clientèle comprennent les créances et dettes se rapportant à des pensions livrées sur titres, des comptes ordinaires et des prêts emprunts de trésorerie.

Les créances et dettes sur les établissements de crédit et la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

4 – Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité attendue du bien.

Les logiciels sont amortis, selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 3 ou 5 ans.

Les durées d'amortissement sont de 3 ans pour le matériel informatique et de 8 ans pour les agencements et le mobilier.

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation, hors mises au rebut, sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique Gains ou pertes sur actifs immobilisés.

5 – Provisions non liées à des opérations bancaires

La société constitue des provisions afin de couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément aux textes en vigueur, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture, et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

6 – Opérations en devises

Toutes les opérations libellées dans une devise étrangère sont converties au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

7 – Conversion des comptes en devises étrangères

Tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, des succursales étrangères exprimés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. L'écart résultant de la conversion des dotations en capital des succursales étrangères est enregistré dans les comptes de régularisation.

8 – Autres actifs et passifs & comptes de négociation et de règlement

Les opérations de marchés sont comptabilisées en date de négociation dans les comptes du titre ou de l'instrument financier concerné en contrepartie de comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres ou en autres actifs et passifs. Ces comptes sont soldés à la date de règlement par enregistrement du flux de trésorerie correspondant.

9 – Participation des salariés

Conformément à la réglementation française, BNP Paribas Arbitrage enregistre le montant de la participation dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né. La dotation est inscrite sous la rubrique Frais de personnel.

10 – Avantages bénéficiant au personnel

Les avantages consentis au personnel de BNP Paribas Arbitrage sont classés en trois catégories :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, la participation, l'intéressement, l'abondement,
- les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et certaines rémunérations différées versées en numéraire,
- les avantages postérieurs à l'emploi constitués par les primes de fin de carrière.

10.1 Avantages à court terme

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

10.2 Avantages à long terme

Les avantages à long terme désignent les avantages autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants.

La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies. En outre, l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime considérées comme afférent à des services passés est comptabilisé immédiatement.

10.3 Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi dont bénéficient les salariés de BNP Paribas Arbitrage résultent de régimes à cotisations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies », comme la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse qui verse une pension de retraite aux salariés ainsi que les régimes de retraite nationaux complémentaires et interprofessionnels, ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seules les primes de fin de carrière, sont représentatives d'un engagement à la charge de l'entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si BNP Paribas Arbitrage est tenue ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les engagements de retraite et assimilés (prime de fin de carrière, médailles du travail, ...) au bénéfice du personnel actif sont provisionnés. Il est procédé chaque année à l'estimation de ces engagements et la provision constituée est ajustée en fonction de l'évolution de la valeur actuelle nette de ces engagements, conformément à la méthode utilisée par le Groupe BNP Paribas pour les régimes de retraite. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

11 – Coût du risque

La rubrique « Coût du risque » comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers.

12 – Impôt sur les bénéfices

BNP Paribas Arbitrage fait partie du périmètre d'intégration fiscale du Groupe BNP Paribas depuis le 1er janvier 1996.

Conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt sur les bénéfices est déterminé par la société comme en l'absence d'intégration fiscale.

En France, l'impôt est déterminé par application du taux courant de 33,1/3 % majoré de la contribution additionnelle de 3,3%. Le montant ainsi calculé, déduction faite des crédits d'impôt éventuels, est dû à BNP Paribas SA.

Les succursales et établissements stables de BNP Paribas Arbitrage déterminent et payent leur impôt conformément à la législation locale qui leur est applicable.

13 – Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Les comptes de la société sont consolidés par intégration globale par BNP Paribas SA dont le siège social est 16 Boulevard des Italiens à PARIS 9ème.

Note 3 – Opérations interbancaires et assimilées (actif)

En milliers d'euros	2017			2016
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant net
Effets publics et valeurs assimilés	1 863 434	-	1 863 434	1 358 837
Créances sur les établissements de crédit	30 671 193	-	30 671 193	35 739 132
Comptes ordinaires	678 747	-	678 747	620 091
Comptes et prêts	21 580 808	-	21 580 808	33 327 105
Au jour le jour	9 360 932	-	9 360 932	10 141 016
A terme	12 207 992	-	12 207 992	23 170 545
Créances rattachées	11 884	-	11 884	15 544
Opérations de pension	8 411 638	-	8 411 638	1 791 935
Titres reçus en pension livrée	8 411 638	-	8 411 638	1 791 935
Total	32 534 627	-	32 534 627	37 097 969

Note 3.1 Créances sur les établissements de crédit - Analyse par durée résiduelle

En milliers d'euros	Montant net	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Comptes ordinaires	678 747	678 747	-	-	-
Comptes et prêts	21 580 808	10 413 801	3 074 481	7 621 772	470 754
Au jour le jour	9 360 932	9 360 932	-	-	-
A terme	12 207 992	1 040 985	3 074 481	7 621 772	470 754
Créances rattachées	11 884	11 884	-	-	-
Opérations de pension	8 411 638	7 916 683	488 494	-	6 462
Titres reçus en pension livrée	8 411 638	7 916 683	488 494	-	6 462
Total	30 671 193	19 009 230	3 562 975	7 621 772	477 215

Note 4 – Opérations avec la clientèle (ACTIF)

En milliers d'Euros	2017	2016
Comptes ordinaires	1 106 033	1 391 984
Titres reçus en pension livrée	4 877 046	7 912 390
Total	5 983 079	9 304 374

Note 5 – Opérations sur titres de transaction

En milliers d'euros	2017		2016	
	Valeur brute	Valeur de marché	Valeur brute	Valeur de marché
Effets publics et valeurs assimilées (1)	1 863 434	1 863 434	1 358 837	1 358 837
Obligations et autres titres à revenu fixe (1)	60 275 309	60 275 309	58 965 776	58 965 776
Actions et autres titres à revenu variable	54 286 602	54 286 602	56 384 657	56 384 657
Total	116 425 345	116 425 345	116 709 270	116 709 270

(1) La ventilation par durée résiduelle des titres de transaction à revenu fixe n'est pas effectuée car elle n'est pas pertinente

Note 5.1 Informations complémentaires sur les titres de transaction

En milliers d'euros	2017	2016
Créances représentatives de titres prêtés	10 035 843	11 009 942
Titres à revenu variable	3 018 218	5 855 245
Titres à revenu fixe	7 017 625	5 154 697
Parts de fonds détenues	7 976 026	13 932 105
dont Parts de fonds français	1 808 244	3 219 652
dont Parts de fonds étrangers	6 167 782	10 712 452
dont Parts de fonds de capitalisation	434 747	484 967
dont Parts de fonds de distribution	7 541 279	13 447 137
Titres de transaction non cotés	3 605 710	3 334 774
dont Certificats	1 338 287	903 624
dont TCNs	496 879	672 896
dont autres titres	1 770 544	1 758 254

Note 6 – Titres de participation & autres titres détenus à long terme & entreprises liées

En milliers d'euros	Valeur brute comptable des titres détenus	Valeur nette comptable des titres détenus	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et participations			
Néant			
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations			
Autres participations dans des sociétés étrangères	31 308	30 094	0
Total	31 308	30 094	0

En milliers d'euros	31/12/2016	Acquisition	Ecart de conversion	31/12/2017
Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations				
Autres participations dans des sociétés étrangères	11 659	20 816	-1 167	31 308
Total	11 659	20 816	-1 167	31 308

En milliers d'euros	2017			2016
	Montant brut	Provisions	Montant net	Montant net
Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations				
Autres participations dans des sociétés étrangères	31 308	-1 214	30 094	10 365
Total	31 308	-1 214	30 094	10 365

Les titres détenus au 31 décembre 2017 ne sont pas cotés.

Note 7 – Immobilisations corporelles et incorporelles

Note 7.1 Valeurs nettes

En milliers d'euros	2017			2016
	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net	Montant net
Immobilisations incorporelles	311 238	-278 156	33 083	39 182
Logiciels	290 226	- 272 483	17 743	20 657
Autres immob. incorporelles	15 787	- 5 673	10 114	12 558
Logiciels - Immob. en cours	5 225	-	5 225	5 968
Immobilisations corporelles	113 119	-104 789	8 330	8 880
Agencements	3 171	- 3 164	7	19
Matériel informatique	108 306	- 100 162	8 144	8 554
Matériel de bureau	1 517	- 1 338	179	210
Mobilier	125	- 125	-	1
Immob. corporelles en cours	-	-	-	96
Total	424 359	- 382 945	41 413	48 062

Note 7.2 Mouvements de l'exercice

En milliers d'euros	31/12/16	Acquisitions	Cessions, rebuts	Virements de poste à poste	31/12/17
Immobilisations incorporelles	303 785	11 901	-4 447	-	311 239
Logiciels	280 775	-	- 3 192	12 643	290 226
Autres immob. incorporelles	17 042	-	- 1 255	-	15 787
Logiciels - Immob. en cours	5 968	11 901	-	- 12 643	5 226
Immobilisations corporelles	109 967	3 161	-10	-	113 120
Agencements	3 172	-	-	-	3 172
Matériel informatique	105 095	3 140	-	72	108 307
Matériel de bureau	1 479	23	-	14	1 517
Mobilier	125	-	-	-	125
Immobilisations corporelles en cours	96	-	- 10	- 86	- 0
Total	413 752	15 064	- 4 456	-	424 359

Note 8 – Autres actifs

En milliers d'Euros	2017	2016
Instruments conditionnels achetés (Note 8.1)	45 635 238	45 924 409
Deposit sur opérations de marché	2 958 611	2 968 671
Comptes d'attente et de règlement	1 945 760	1 839 733
Créances sur opérations sur titres	125 421	71 403

Créances fiscales et sociales	194 208	126 774
Autres créances	196 042	195 959
Total	51 055 280	51 126 950

Note 8.1 Instruments conditionnels achetés – Analyse par durée résiduelle

En milliers d'Euros	Au 31/12/17	< 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Opérations sur marchés organisés	26 674 444	14 824 122	10 031 710	1 818 613
Opérations de gré à gré	18 960 794	8 147 464	10 343 908	469 421
Total	45 635 238	22 971 586	20 375 618	2 288 034

Note 9 – Comptes de régularisation (actif)

En milliers d'Euros	2017	2016
Réévaluation des opérations de hors bilan	43 597 088	55 551 725
Engagements sur devises	20 832 570	24 453 987
Engagements sur autres instruments financiers à terme	22 764 518	31 097 738
Comptes d'ajustement devises	30	5 113
Charges constatées d'avance non bancaires	7 170	5 275
Autres comptes de régularisation	21 910	9 497
Dividendes et coupons à recevoir	54 262	43 262
Total	43 680 460	55 614 873

Note 10 – Opérations interbancaires et assimilées (Passif)

En milliers d'Euros	2017	2016
Dettes envers les établissements de crédit	31 038 764	42 523 297
Comptes ordinaires	162 194	236 426
Comptes et emprunts	16 645 326	23 037 956
Au jour le jour	7 283 530	7 659 945
A terme	9 356 043	15 370 729
Dettes rattachées	5 753	7 282
Opérations de pension	14 231 244	19 248 915
Titres donnés en pension livrée	14 231 244	19 248 915
Total	31 038 764	42 523 297

Note 10.1 Dettes envers les établissements de crédit - Analyse par durée résiduelle

En milliers d'Euros	Montant net	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Comptes ordinaires	162 194	162 194	-	-	-
Comptes et emprunts	16 645 326	10 390 911	1 339 566	4 816 522	98 326
Au jour le jour	7 283 530	7 283 530	-	-	-
A terme	9 356 043	3 101 628	1 339 566	4 816 522	98 326
Dettes rattachées	5 753	5 753	-	-	-
Opérations de pension	14 231 244	13 342 326	888 918	-	-
Titres donnés en pension livrée	14 231 244	13 342 326	888 918	-	-
Total	31 038 764	23 895 431	2 228 484	4 816 522	98 326

Note 10.2 Dettes sur opérations de pensions - Analyse par nature de titres

En milliers d'Euros	2017	2016
Dettes envers les établissements de crédit		
Titres donnés en pension livrée	14 231 244	19 248 915
Parts d'OPCVM	116 439	316 625
Actions	4 335 430	7 412 218
Autres obligations et assimilées	222	0
Obligations	8 477 286	9 902 864
Obligations convertibles	1 248 043	1 172 986
Bon du trésor	53 823	444 222
Total	14 231 244	19 248 915

Note 11 – Opérations avec la clientèle (passif)

En milliers d'Euros	2017	2016
Comptes ordinaires	4 430 530	6 965 314
Opérations de pension	2 177 802	2 413 387
Titres donnés en pension livrée	2 177 802	2 413 387

Total	6 608 332	9 378 700
-------	-----------	-----------

Note 11.1 Dettes sur opérations de pensions - Analyse par nature de titres

En milliers d'Euros	2017	2016
Opérations avec la clientèle		
Titres donnés en pension livrée	2 177 802	2 413 387
Parts d'OPCVM	729 816	794 412
Actions	1 081 968	1 216 306
Obligations	293 031	386 460
Obligations convertibles	72 987	16 200
Bons du Trésor	-	9
Total	2 177 802	2 413 387

Note 12 – Autres passifs

En milliers d'Euros	2017	2016
Instruments conditionnels vendus (Note 12.1)	95 151 876	94 545 757
Dettes sur titres empruntés	42 931 251	46 287 076
Titres - Ventes à découvert	22 464 626	19 053 206
Comptes d'attente et de règlement	1 684 604	1 812 088
Dettes fournisseurs	159 648	154 718
Dettes sociales	144 073	152 014
Dettes fiscales	36 210	44 509
Autres dettes	741 901	683 608
Déposit sur opérations de marché	0	204
Total	163 314 187	162 733 180

Note 12.1 Instruments conditionnels vendus – Analyse par durée résiduelle

En milliers d'Euros	Au 31/12/17	< 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Opérations sur marchés organisés	18 783 358	9 918 650	7 977 856	886 851
Opérations de gré à gré	76 368 517	24 208 247	34 941 584	17 218 686
Total	95 151 875	34 126 897	42 919 440	18 105 537

Note 13 – Comptes de régularisation (passif)

En milliers d'Euros	2017	2016
Réévaluation des opérations de hors bilan	47 822 596	55 443 518
Engagements sur devises	20 686 013	24 366 533
Engagements sur autres instruments financiers à terme	27 136 583	31 076 985
Comptes d'ajustement devises	11 182	3 071
Autres comptes de régularisation	137 627	152 403
Total	47 971 405	55 598 992

Note 14 – Provisions

En milliers d'Euros	31/12/16	Dotations	Reprises	31/12/17
Provision pour médailles et indemnités de fin de carrière (note 25)	16 013	780	3 963	12 830
Provision pour engagements sociaux (note 25)	8 218	816	-	9 034
Provision pour risques fiscaux (note 25)	42 357	286 316	5 515	323 158
Provisions pour litiges (note 25)	1 095	525	1 095	525
Provision pour risques de marché	-	194	-	194
Provision pour restructuration (note 25)	20 635	-	9 975	10 660
Total	88 317	288 632	20 547	356 402

Note 15 – Capitaux propres

En milliers d'Euros	Capital (*)	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Total	Dividendes
Capitaux propres au 31/12/16 (**)	323 753	36	-4 480	319 310	-
Variations 2017					
Affectation du résultat 2016	-	- 4 480	4 480	-	-
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice 2017	-	-	- 295 863	- 295 863	-
Capitaux propres au 31/12/17 (**)	323 753	- 4 443	-295 863	23 446	-

(*) Le capital social est constitué de 45 135 parts d'une valeur nominale de 7 173 Euros

(**) Avant affectation du résultat

Les parts sociales sont souscrites et libérées intégralement et confèrent à chaque détenteur des droits équivalents.

Note 16 – Opérations en devises

En millions d'euros	2017	2016
Opérations de change au comptant	2 891	2 644
Opérations de prêts ou emprunts en devises	3 273	2 659
Opérations de change à terme	143 020	138 229
Total	149 185	143 531

Note 17 – Opérations sur instruments financiers à terme

En millions d'euros	2017			2016		
	Marchés organisés	Gré à gré	Total	Marchés organisés	Gré à gré	Total
Instruments de taux d'intérêt	64 413	358 123	422 536	72 451	362 872	435 323
Instruments de cours de change	4 343	5 797	10 140	3 154	5 199	8 353
Autres instruments	952 594	923 099	1 875 693	1 064 518	904 339	1 968 856
Total	1 021 351	1 287 019	2 308 370	1 140 123	1 272 409	2 412 533

Les engagements sur instruments financiers à terme ci-dessus ont été contractés pour l'essentiel dans le cadre d'une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Note 17.1 – Instruments financiers à terme – Analyse par durée résiduelle

En millions d'Euros	Montant total	< 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Opérations fermes	855 694	534 859	266 697	54 138
Opérations sur marchés organisés	203 799	178 991	23 929	879
- Contrats de taux	64 049	54 817	9 233	-
- Contrats de change	1 149	1 149	-	-
- Actifs financiers	138 601	123 025	14 697	879
Opérations de gré à gré	651 895	355 869	242 768	53 258
- Swaps de taux	357 050	176 919	151 475	28 656
- Autres contrats à terme	294 845	178 950	91 293	24 602
Opérations conditionnelles	1 452 676	1 026 345	228 244	198 086
Opérations sur marchés organisés	817 552	610 390	189 169	17 993
Autres options				
- achetées	426 884	318 508	96 684	11 693
- vendues	390 668	291 882	92 486	6 300
Opérations de gré à gré	635 124	415 955	39 075	180 094
Contrats de taux plafonds et planchers				
- achetés	35	-	35	-
- vendus	-	-	-	-
Swaptions et options (taux, change et autres)				
- achetées	229 816	163 743	63 778	2 295
- vendues	405 272	252 212	116 316	36 745
Total	2 308 370	1 561 205	494 941	252 224

Le montant notionnel des instruments financiers dérivés ne constitue qu'une indication de volume de l'activité de la société sur les marchés d'instruments financiers et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

La valeur de marché de la position nette négative des positions fermes est évaluée à 4 226 millions au 31 décembre 2017.

La valeur de marché de la position nette vendeuse des opérations conditionnelles est évaluée à 49 517 millions au 31 décembre 2017.

Note 18 – Mesure de l'exposition aux Risques de Marché

L'essentiel du portefeuille de risques de marché de BNP Paribas Arbitrage est suivi au sein du système unique de Valeur en Risque (« modèle interne ») du Groupe BNP Paribas. Ce système a fait l'objet d'une validation par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (alors la Commission Bancaire).

Le modèle interne est utilisé pour estimer les pertes potentielles qui pourraient apparaître suite à une évolution défavorable des conditions de marché. L'unité de mesure utilisée est le montant de la perte probable ou « Value at Risk » (VaR). Cette mesure prend en compte de nombreuses variables qui sont susceptibles d'induire un changement de valeur des portefeuilles, notamment les taux d'intérêt, les marges de crédit, les cours de change, les prix des titres et leurs volatilités ainsi que les corrélations entre ces variables.

Ce système utilise les techniques de simulation les plus récentes et incorpore le traitement de positions non linéaires ainsi que le risque de volatilité provenant des produits optionnels. Les mouvements quotidiens des différentes variables sont simulés pour estimer la perte potentielle des activités de marché, dans le cadre des hypothèses de conditions normales de ces marchés et de leur liquidité.

Les Valeurs en Risque ont été établies sur la base du modèle interne avec un paramétrage conforme à la méthode du Comité de Bâle d'estimation des montants exposés au risque (« Amendement à l'accord sur les fonds-propres pour son extension aux risques de marché ») et dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Variation du portefeuille sur une période de détention de 10 jours de trading
- Intervalle de confiance de 99% (i.e. sur un horizon de 10 jours, les pertes éventuelles devraient être inférieures dans 99% des cas aux valeurs de VaR correspondantes)
- Données historiques considérées sur une année de trading (260 jours)

La Valeur en Risque moyenne du Métier GECD pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017 ressort à 42.65 millions d'euros. Au 31 décembre 2017, cette Valeur en Risque s'élevait à 32.75 millions d'euros. Ces chiffres sont issus des logiciels Risques et reconstituent le périmètre Arbitrage dorénavant intégré dans le métier Global Markets.

Note 19 – Autres engagements

Les autres engagements donnés et reçus sont essentiellement constitués des titres affectés en garantie des opérations sur titres et dérivés négociées sur les marchés organisés (deposit) et des collatéraux sur opérations de prêts-emprunts de titres.

Note 20 – Intérêts et assimilés

Note 20.1 Intérêts et produits assimilés

En milliers d'Euros	2017	2016
Clientèle	144 228	118 718
Intérêts et assimilés sur titres reçus en pension livrée	107 413	101 381
Produits divers d'intérêts	8 133	1 802
Intérêts sur comptes et prêts à terme	2 139	604
Intérêts sur comptes et prêts au jour le jour	0	3
Intérêts sur comptes ordinaires	26 542	14 928
Etablissements de Crédit	240 367	195 692
Intérêts et assimilés sur titres reçus en pension livrée	87 624	39 113
Intérêts sur comptes et prêts au jour le jour	33 454	17 866
Intérêts sur comptes et prêts à terme	112 914	127 611
Intérêts sur comptes ordinaires	1 669	2 667
Produits divers d'intérêts	1 546	5 462
Produits sur engagements de garantie	3 159	2 972
Total	384 595	314 410

Note 20.2 Intérêts et charges assimilées

En milliers d'Euros	2017	2016
Clientèle	378 678	235 277
Intérêts et assimilés sur titres donnés en pension livrée	91 501	120 487
Intérêts sur comptes créditeurs à terme	17	24
Intérêts sur comptes et prêts au jour le jour	0	3
Intérêts sur comptes et prêts à terme	2 013	594
Intérêts sur comptes ordinaires	280 310	113 851
Charges sur engagements de garantie	2 101	0
Charges diverses d'intérêts	2 735	317
Etablissements de Crédit	522 719	344 802
Intérêts et assimilés sur titres donnés en pension livrée	323 873	191 899
Intérêts sur comptes et emprunts au jour le jour	120 501	80 815
Intérêts sur comptes et emprunts à terme	48 983	50 224
Intérêts sur comptes ordinaires	4 638	2 880
Charges sur engagements de garantie	9 041	5 778
Charges diverses d'intérêts	15 684	13 207
Total	901 397	580 079

Note 21 – Revenus des titres à revenu variable

Néant. (Note 6)

Note 22 – Commissions

En milliers d'Euros	2017	2016
Commissions sur opérations interbancaires	-1 457	-1 540
Produits	20	6
Charges	-1 477	-1 546
Commissions sur instruments financiers à terme	-163 829	-214 919
Produits	88 203	70 343
Charges	-252 032	-285 263

Commissions sur opérations sur titres	-303 388	-259 613
Produits	45 537	30 272
Charges	-348 924	-289 885
Commissions sur activités d'assistance et de conseil	2 046	2 922
Produits	2 046	2 922
Charges	-	-
Commissions nettes	-466 628	-473 150

Note 23 – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

En milliers d'Euros	2017	2016
Opérations de change	-2 417 935	-222 869
Gains	36 099 134	9 924 006
Pertes	-38 517 069	-10 146 874
Opérations sur instruments financiers à terme	14 863 295	23 673 777
Gains	522 975 371	568 629 400
Pertes	-508 112 075	-544 955 624
Opérations sur titres de transaction	-10 752 219	-22 093 231
Gains	-	-
Pertes	-10 752 219	-22 093 231
Total	1 693 141	1 357 677

Note 24 – Information sectorielle

Au sein du métier Corporate & Institutional Banking (CIB) de BNP Paribas, l'activité de BNP Paribas Arbitrage consiste essentiellement, dans le cadre de son agrément de négociation pour compte propre (Note 1), à intervenir sur les marchés financiers dans le cadre de la ligne de métier « Global Markets ».

Note 25 – Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros	2017	2016
Frais de personnel (1)	190 452	209 030
Salaires et traitements (2)	128 882	114 483
Charges sociales et fiscales	71 001	66 376
Sous total	199 883	180 859
Dot. & reprise provision pour engagements sociaux	-2 367	2 596
Dot. & reprise provision pour litiges	-570	-1 530
Dot. & reprise provision pour restructuration	-9 975	20 635
Sous total	-12 911	21 701
Intéressement	0	3 395
Participation	3 479	3 075
Sous total	3 479	6 470
Autres charges d'exploitation	454 978	476 999
Impôts et taxes	19 190	60 742
Dot. & reprise provision pour impôts et taxes	-934	-912
Personnel mis à disposition	34 418	35 267
Autres charges générales d'exploitation	441 627	413 844
Sous total	494 301	508 941
Refactorisations	-39 323	-31 942
Sous total	-39 323	-31 942
Total	645 430	686 029

Note 26 – Effectifs

Effectif moyen salarié	2017	2016
Cadres	757	803
Non-cadres	65	77
Total	822	880

Par ailleurs, au 31 décembre 2017, l'effectif mis à disposition se compose de 62 cadres.

Note 27 – Coût du risque

Le coût du risque recouvre la charge des dépréciations constituées au titre du risque de contrepartie ainsi que des dépréciations éventuellement constituées en cas de risque de défaillance avéré de contreparties d'instruments financiers dérivés négociés de gré à gré.

Le produit net au compte de résultat se ventile ainsi :

En milliers d'Euros	2017	2016
---------------------	------	------

Dotations nettes de reprises aux dépréciations	-56 237	32 851
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	-	-
Créances irrécouvrables couvertes par des dépréciations	-	-18 914
Récupération sur créance amortie	-	-
Total	-56 237	13 937

Les provisions au bilan se décomposent comme suit :

En milliers d'Euros	31/12/16	Transfert	Effet change	Dotations	Reprises	31/12/17
Provisions déduites de l'actif						
Relatives aux instruments financiers des activités de marché (Note 8 Autres créances)	171 024	219	-5 336	61 793	5 555	222 144
Total	171 024	219	- 5 336	61 793	5 555	222 144
dont reprises de provisions utilisées					-	
dont reprises de provisions disponibles					5 555	

Note 28 – gains ou pertes sur actifs immobilisés

En milliers d'Euros	2017	2016
Autres titres détenus à long terme		
Cessions	-	-
Provisions	-	2
Total	0	2

Note 29 – Impôt sur les bénéfices

En milliers d'Euros	2017	2016
Crédits d'impôt	-3 519	-2 619
Impôt sur les bénéfices - Etranger	2 407	-101 391
Impôt sur les bénéfices	57 917	-
Dotations & reprises aux provisions pour risques	222 634	28 221
Total	279 438	-75 788

Note 30 – événements post-clôture

Néant

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BNP PARIBAS ARBITRAGE SNC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables notamment pour ce qui concerne :

- La valorisation des instruments financiers

Votre société utilise des modèles internes et des méthodologies pour la valorisation des instruments financiers qui ne sont pas traités sur des marchés actifs, ainsi que pour la constitution de certaines provisions et l'appréciation de la pertinence de la qualification en opérations de couverture. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à la détermination du caractère inactif d'un marché, à la vérification des modèles et à la détermination des paramètres utilisés.

- Le provisionnement des risques de crédit et de contrepartie

Votre société comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (notes 2.11 et 27 de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, aux méthodologies de dépréciation, et à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations individuelles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du gérant et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la gérance.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly sur Seine et Courbevoie, le 4 mai 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Laurent Tavernier

MAZARS
Emmanuel Dooseman

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de BNP Paribas Arbitrage, sis au 160-162 Boulevard Macdonald 75019 Paris.